



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 76.274/2
du 10 juin 2024

advies 76.274/2
van 10 juni 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
23 mai 2018 relatif aux
conditions en matière de
formation, d'expérience et
d'aptitude professionnelles[,]
aux conditions en matière
d'examen psychotechnique
pour l'exercice d'une fonction
dirigeante, d'exécution ou
commerciale dans une
entreprise de gardiennage, un
service interne de gardiennage
ou un organisme de formation
et leur organisation'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
[k]oninklijk besluit van
23 mei 2018 betreffende de
vereisten inzake
beroepsopleiding, -ervaring en
-bekwaamheid en inzake het
psychotechnisch onderzoek
voor het uitoefenen van een
leidinggevende, uitvoerende of
commerciële functie in een
bewakingsonderneming,
interne bewakingsdienst of
opleidingsinstelling en de
organisatie ervan'

Le 26 avril 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de quinze jours ^{*}, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 23 mai 2018 relatif aux conditions en matière de formation, d'expérience et d'aptitude professionnelles et aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante, d'exécution ou commerciale dans une entreprise de gardiennage, un service interne de gardiennage ou un organisme de formation et leur organisation'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 5 juin 2024. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Ambre VASSART, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 juin 2024.

^{*} Par courriel du 26 avril 2024.

Op 26 april 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd met vijftien dagen * een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het Koninklijk besluit van 23 mei 2018 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding, -ervaring en -bekwaamheid en inzake het psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende, uitvoerende of commerciële functie in een bewakingsonderneming, interne bewakingsdienst of opleidingsinstelling en de organisatie ervan'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 5 juni 2024. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Ambre VASSART, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 juni 2024.

* Bij e-mail van 26 april 2024.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait que la dissolution des Chambres législatives emporte que, depuis cette date et jusqu'à ce que, à la suite de l'élection des membres de la Chambre des représentants, le Roi nomme un nouveau Gouvernement, le Gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD »), combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre notamment de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

Il apparaît que l'arrêté à l'examen – spécialement ses articles 26, 27, 28, 30 et 31 – introduit des dispositions portant sur les modalités du traitement des données à caractère personnel effectué dans le cadre de l'arrêté royal du 23 mai 2018 'relatif aux conditions en matière de formation, d'expérience et d'aptitude professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante, d'exécution ou commerciale dans une entreprise de gardiennage, un service interne de gardiennage ou un organisme de formation et leur organisation'.

Cependant, il n'apparaît pas, dans le dossier transmis à la section de législation, que l'avant-projet ait fait l'objet d'un avis de l'Autorité de protection des données. L'auteur de l'avant-projet veillera au bon accomplissement de cette formalité.

Si cet accomplissement devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Comme le confirme la déléguée de la Ministre, à l'alinéa 1^{er}, il n'y a pas lieu de viser l'article 259 de la loi du 2 octobre 2017 'réglementant la sécurité privée et particulière' dès lors qu'il ne sert pas de fondement au présent projet.

2. Il y a lieu de faire uniquement référence à l'avis rendu par le Conseil d'État selon la forme suivante :

« Vu l'avis 76.274/2 du Conseil d'État, donné le 10 juin 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

À cet égard, l'alinéa 3 sera adapté et l'alinéa 4 omis.

DISPOSITIF

Article 3

L'article 6, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 23 mai 2018 a été modifié par l'arrêté royal du 29 octobre 2020 'modifiant l'arrêté royal du 23 mai 2018 relatif aux conditions en matière de formation, d'expérience et d'aptitude professionnelles et aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante, d'exécution ou commerciale dans une entreprise de gardiennage, un service interne de gardiennage ou un organisme de formation et leur organisation'. Il en sera fait mention.

Article 4

1. Au *littera* b), après le « 2^o » il manque les mots « avoir fourni ».

2. Il est question au 2^o de l'article 9 en projet, tel qu'il est remplacé par le *littera* b) de la disposition examinée d'une « carte d'identification valable ».

Par souci de clarté et de sécurité juridique, compte tenu de ce qu'il s'agit d'une condition imposée au candidat pour pouvoir participer à une formation, il sera précisé qu'il s'agit d'une « carte d'identification valable au sens de l'article 76 de la loi ».

3. L'article 9, 5°, de l'arrêté royal du 23 mai 2018 a été modifié par l'arrêté royal du 29 octobre 2020. Le *littera* d) du projet sera complété pour en faire mention.

Il en va de même s'agissant du 11° de l'article 9 de l'arrêté royal du 23 mai 2018, visé au *littera* h) de la disposition examinée.

4. Dans la phrase introductive des *litterae* i) et j), le mot « alinéa » sera omis.

La même observation vaut pour les articles 17 et 18, c), du projet.

Article 9

L'article 36 de l'arrêté royal du 23 mai 2018 a été remplacé par l'arrêté royal du 29 octobre 2020. Il en sera fait mention.

Article 10

Au *littera* « c) » ¹, la disposition à laquelle il est renvoyé ne comprenant pas de cinquième alinéa, il y a lieu de viser le deuxième alinéa.

Article 12

Dans la version française de la phrase introductive, le mot « quatrième » doit être omis.

Article 15

Il y a lieu de mentionner que l'article 50 de l'arrêté royal modifié est remplacé par l'arrêté royal du 29 octobre 2020.

L'article 50 modifié par la disposition à l'examen ne comporte pas de « point 2° ». Il y a plutôt lieu de viser le deuxième alinéa de la disposition.

¹ L'auteur du projet veillera à harmoniser l'énumération des *litterae* a) et b) dans les versions française et néerlandaise de la disposition.

Article 16

Dans la phrase introductive, les mots « du même arrêté » seront insérés après les mots « À l'article 55 ».

Article 17

Dans la version française du 4° en projet, le mot « et » sera remplacé par le mot « ou ».

Article 19

Article 69 en projet

Il est prévu qu'en cas de renouvellement de l'agrément du centre interne de test, le Ministre ou le fonctionnaire désigné à cet effet évalue, outre les conditions fixées pour l'agrément, telles qu'elles sont prescrites par les articles 67 et 71 à 73.3 en projet, les trois critères énumérés à l'article 69 en projet.

Il apparaît que ces trois critères, liés respectivement à l'aptitude du centre à organiser les examens psychotechniques « le plus correctement possible », à la diligence avec laquelle le centre remplit ses obligations et la confiance que le centre « inspire », constituent des critères qui impliquent une grande part de subjectivité et laissent au Ministre un large pouvoir d'appréciation.

Or il n'apparaît pas du dispositif quelles sont les conséquences qui sont attachées à l'évaluation prévue. Si l'intention est de fixer de véritables conditions pour le renouvellement de l'agrément du centre, le dispositif sera revu afin de donner aux conditions de renouvellement un caractère objectif.

Article 70 en projet

Il est prévu que le centre interne de test dont l'agrément a été refusé, retiré ou « abrogé de plein droit » durant la période de deux années civiles précédant la demande ne peut être agréé.

Il n'apparaît pas clairement dans quelle hypothèse il peut être procédé à une abrogation de plein droit de l'agrément visé.

S'il s'agit d'envisager l'hypothèse qui est prévue à l'article 68 en projet selon laquelle l'agrément du centre a une durée de validité de cinq années et expire dès que l'entreprise ne dispose plus d'une autorisation en tant qu'entreprise de gardiennage, il conviendra de clarifier le dispositif en ce sens et, le cas échéant, de le revoir afin de mieux articuler le délai de deux années prévu par l'article 70 en projet au regard du délai de cinq ans prévu à l'article 68 en projet.

Article 73.1 en projet

Selon la disposition examinée, l'attestation d'examen psychotechnique est « nulle » lorsqu'elle a été délivrée sans respecter les conditions prévues par l'article 73 en projet. Cette nullité fait suite au contrôle d'un échantillon « composé de façon aléatoire » de rapports de test écrits par le bureau de sélection de l'administration fédérale (« Travaillerpour.be »), contrôle également organisé par l'article 73 en projet. Il s'agit d'un contrôle *a posteriori* du fonctionnement d'un centre de test, qui peut être mené en tout temps.

La nullité d'un acte opère par nature avec effet rétroactif. Or, comme l'a déjà jugé la Cour constitutionnelle, il existe un « principe général de droit de la non-rétroactivité des actes administratifs, qui tend notamment à garantir la sécurité juridique »². En l'espèce, la rétroactivité inhérente à la nullité de l'attestation est de nature à causer manifestement grief au bénéficiaire de cette dernière. Or, dans le mécanisme mis en place, elle n'est ni justifiée ni même fondée sur un acte administratif spécifique puisque la nullité prévue découle de plein droit du résultat du contrôle effectué par Travaillerpour.be et que le centre interne de test concerné en est seulement « informé par l'administration », l'intéressé lui-même n'en étant par ailleurs pas directement prévenu. La nullité envisagée semble d'autant plus inadéquate qu'elle peut survenir en tout temps, et donc le cas échéant très au-delà des délais existants pour l'annulation d'un acte administratif par le Conseil d'État ou pour le retrait d'un acte administratif, et sans même que le bénéficiaire de l'attestation considérée comme nulle ne puisse être entendu.

Il convient donc de revoir fondamentalement les conséquences du contrôle des centres de test effectué par Travaillerpour.be sur les attestations délivrées par le centre interne de test contrôlé, en prévoyant à tout le moins l'adoption d'une décision administrative (soumise par nature à la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs') à l'égard de chaque personne concernée, qui ne vaudrait que pour l'avenir et après le délai de deux mois laissé à l'intéressé pour présenter un nouvel examen psychotechnique, et qui pourra être contestée suivant les voies normales de recours ouvertes à l'encontre d'une telle décision.

Article 28

La disposition examinée vise à remplacer l'article 91, 1°, de l'arrêté royal du 23 mai 2018. Cet article 91, 1°, est cependant actuellement composé de deux alinéas, et le second alinéa ne semble pas destiné à être remplacé par le dispositif en projet. L'auteur du projet précisera son intention, le cas échéant en numérotant aussi ce second alinéa.

² C.C., 27 janvier 2011, n° 8/2011, B.15.4.1.

Article 32

L'article 113 en projet contient une mesure transitoire autonome qui ne semble pas devoir être insérée dans le texte modifié sauf à lui conférer une portée rétroactive.

Interrogée sur ce point, la déléguée de la Ministre propose de remplacer les mots « à la date d'entrée en vigueur de cet arrêté » par les mots « à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du XXX 'modifiant l'arrêté royal du 23 mai 2018 relatif aux conditions en matière de formation, d'expérience et d'aptitude professionnelles et aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante, d'exécution ou commerciale dans une entreprise de gardiennage, un service interne de gardiennage ou un organisme de formation et leur organisation' ».

La disposition examinée sera reformulée en ce sens.

Article 35

Dans la version française, les mots « de la même loi » seront remplacés par les mots « du même arrêté ».

Annexe 2

La version française de l'annexe deux sera signée.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de ontbinding van de Wetgevende Kamers tot gevolg heeft dat de regering sedert die datum en totdat, na de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een nieuwe regering is benoemd door de Koning, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, moet worden geraadpleegd bij inzonderheid het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

Blijkbaar worden bij het voorliggende besluit – in het bijzonder bij de artikelen 26, 27, 28, 30 en 31 ervan – bepalingen ingevoerd die betrekking hebben op de nadere regels inzake verwerkingen van persoonsgegevens uitgevoerd in het kader van het koninklijk besluit van 23 mei 2018 ‘betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding, -ervaring en -bekwaamheid en inzake het psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende, uitvoerende of commerciële functie in een bewakingsonderneming, interne bewakingsdienst of opleidingsinstelling en de organisatie ervan’.

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving overgezonden is, kan echter niet opgemaakt worden dat de Gegevensbeschermingsautoriteit een advies over het voorontwerp heeft uitgebracht. De steller van het voorontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en die niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, zouden de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving moeten worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. De gemachtigde van de minister bevestigt dat in het eerste lid niet verwezen dient te worden naar artikel 259 van de wet van 2 oktober 2017 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’ aangezien het geen rechtsgrond biedt voor dit ontwerp.

2. Er dient alleen verwezen te worden naar het advies van de Raad van State volgens de volgende formulering:

“Gelet op advies 76.274/2 van de Raad van State, gegeven op 10 juni 2024, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.

In dat opzicht moet het derde lid aangepast worden en moet het vierde lid weggelaten worden.

DISPOSITIEF

Artikel 3

Artikel 6, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 23 mei 1918 is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 oktober 2020 ‘tot wijziging van het Koninklijk besluit van 23 mei 1918 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding, -ervaring en -bekwaamheid en inzake het psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende, uitvoerende of commerciële functie in een bewakingsonderneming, interne bewakingsdienst of opleidingsinstelling en de organisatie ervan’. Dat moet vermeld worden.

Artikel 4

1. In *littera b)* ontbreken na de woorden “een identiteitsdocument” de woorden “heeft voorgelegd”.

2. Er wordt in punt 2° van het ontworpen artikel 9, zoals dat vervangen wordt bij *littera b)* van de voorliggende bepaling, gewag gemaakt van een “geldige identificatiekaart”.

Ter wille van de duidelijkheid en de rechtszekerheid moet, rekening houdend met het feit dat het gaat om een voorwaarde die aan de kandidaat opgelegd wordt om te kunnen deelnemen aan een opleiding, verduidelijkt worden dat het gaat om een “geldige identificatiekaart in de zin van artikel 76 van de wet”.

3. Artikel 9, 5°, van het koninklijk besluit van 23 mei 2018 is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 oktober 2020. *Littera d)* van het ontwerp moet aldus aangevuld worden dat daar melding van gemaakt wordt.

Hetzelfde geldt voor punt 11° van artikel 9 van het koninklijk besluit van 23 mei 2018 waarnaar verwezen wordt in *littera h)* van de voorliggende bepaling.

4. In de inleidende zin van de *litterae i)* en *j)* moet het woord “lid” vervangen worden door het woord “punt”.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 17 en 18, c), van het ontwerp.

Artikel 9

Artikel 36 van het koninklijk besluit van 23 mei 2018 is vervangen bij het koninklijk besluit van 29 oktober 2020. Dat moet vermeld worden.

Artikel 10

Aangezien de bepaling waarnaar verwezen wordt in *littera “d)”*¹ geen vijfde lid omvat, dient verwezen te worden naar het tweede lid.

¹ De steller van het ontwerp dient te zorgen voor een eenvormige opsomming van de *litterae a)* en *b)* in de Nederlandse en de Franse lezing van de onderzochte bepaling.

Artikel 12

In de inleidende zin van de Franse tekst moet het woord “quatrième” weggelaten worden.

Artikel 15

Er dient vermeld te worden dat artikel 50 van het gewijzigde koninklijk besluit vervangen is bij het koninklijk besluit van 29 oktober 2020.

In artikel 50, dat bij de voorliggende bepaling gewijzigd wordt, dienen de woorden “Het bepaalde onder lid 2” vervangen te worden door de woorden “Het tweede lid”.

Artikel 16

In de inleidende zin moeten de woorden “van hetzelfde besluit” ingevoegd worden na de woorden “In artikel 55”.

Artikel 17

In de Franse tekst van het ontworpen punt 4° moet het woord “et” vervangen worden door het woord “ou”.

Artikel 19

Ontworpen artikel 69

Er wordt bepaald dat de minister of de hiertoe aangewezen ambtenaar bij de vernieuwing van de erkenning van het intern testcentrum, naast de voorwaarden voor de erkenning zoals voorgeschreven bij de ontworpen artikelen 67 en 71 tot 73.3, de drie in het ontworpen artikel 69 opgesomde criteria beoordeelt.

Het blijkt dat die drie criteria, in verband met respectievelijk de bekwaamheid van het intern testcentrum om de psychotechnische onderzoeken “op een zo correct mogelijke wijze” te organiseren, de zorgvuldigheid waarmee het intern testcentrum zijn verplichtingen nakomt en het vertrouwen dat in het testcentrum “kan gesteld worden”, grotendeels subjectief zijn en aan de minister een ruime beoordelingsbevoegdheid laten.

Uit het dispositief blijkt echter niet welke gevolgen verbonden zijn aan de beoogde beoordeling. Als het de bedoeling is om werkelijke voorwaarden vast te stellen voor de vernieuwing van de erkenning van het centrum, moet het dispositief aldus herzien worden dat daarin voorzien wordt in objectieve vernieuwingsvoorwaarden.

Ontworpen artikel 70

Er wordt bepaald dat het intern testcentrum waarvan de erkenning in de periode van twee kalenderjaren die de aanvraag voorafgaat, geweigerd, ingetrokken of “van rechtswege opgeheven werd”, niet erkend kan worden.

Het is niet duidelijk in welk geval de beoogde erkenning van rechtswege opgeheven kan worden.

Als het geval beoogd wordt waarin voorzien is in het ontworpen artikel 68 volgens welk de erkenning van het centrum een geldigheidsduur heeft van vijf jaar en vervalt zodra de onderneming niet langer over een vergunning beschikt als bewakingsonderneming, moet het dispositief in die zin verduidelijkt worden en moet het, in voorkomend geval, aldus herzien worden dat de termijn van twee jaar, zoals bepaald in het ontworpen artikel 70, en de termijn van vijf jaar, zoals bepaald in het ontworpen artikel 68, beter op elkaar afgestemd worden.

Ontworpen artikel 73.1

Luidens de voorliggende bepaling is het attest psychotechnisch onderzoek “nietig” wanneer het afgeleverd wordt zonder naleving van de voorwaarden vervat in het ontworpen artikel 73. Die nietigheid volgt op een controle van een “willekeurig samengestelde” steekproef van schriftelijke testrapporten door het selectiebureau van de federale overheid (“Werkenvoor.be”), welke controle eveneens georganiseerd wordt bij het ontworpen artikel 73. Het gaat om een controle *a posteriori* van de werking van een testcentrum, die ten allen tijde uitgevoerd kan worden.

De nietigverklaring van een handeling gebeurt uiteraard met terugwerkende kracht. Zoals het Grondwettelijk Hof reeds geoordeeld heeft, bestaat er echter een “[algemeen] beginsel van niet-retroactiviteit van de bestuurshandelingen, dat onder meer erop is gericht de rechtszekerheid te waarborgen”.² *In casu* kan de aan de nietigheid van het attest inherente terugwerking klaarblijkelijk nadeel berokkenen aan de begunstigde ervan. De beoogde nietigheid wordt in het ingestelde mechanisme evenwel niet verantwoord en evenmin is ze gebaseerd op een specifieke bestuurshandeling aangezien ze van rechtswege voortvloeit uit het resultaat van de controle uitgevoerd door Werkenvoor.be en het betrokken intern testcentrum alleen “door de administratie op de hoogte gebracht” wordt, terwijl de betrokkene zelf niet rechtstreeks ingelicht wordt. De beoogde nietigheid lijkt des te inadequater daar ze zich ten allen tijde kan voordoen, en dus in voorkomend geval erg lang ná het verstrijken van de bestaande termijnen inzake de nietigverklaring van een bestuurshandeling door de Raad van State of inzake de intrekking van een bestuurshandeling, en dat zonder dat de begunstigde van het als nietig beschouwde attest gehoord kan worden.

² GwH 27 januari 2011, nr. 8/2011, B.15.4.1.

De gevolgen van de door Werkenvoor.be uitgevoerde controle van de testcentra met betrekking tot de door het gecontroleerde intern testcentrum afgeleverde attesten, dienen grondig herzien te worden, door er minstens in te voorzien dat ten aanzien van elke betrokken persoon een administratieve beslissing (van nature onderworpen aan de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’) aangenomen wordt die alleen geldt voor de toekomst en ná het verstrijken van de termijn van twee maanden waarover de betrokkene beschikt om aan een nieuw psychotechnisch onderzoek deel te nemen, en die betwist zal kunnen worden via de gebruikelijke rechtsmiddelen die openstaan tegen een dergelijke beslissing.

Artikel 28

De voorliggende bepaling strekt tot vervanging van artikel 91, 1°, van het koninklijk besluit van 23 mei 2018. Dat artikel 91, 1°, bestaat momenteel echter uit twee alinea's en de tweede alinea lijkt niet te moeten worden vervangen bij het ontworpen dispositief. De steller van het ontwerp moet haar bedoeling kenbaar maken, in voorkomend geval door die tweede alinea ook te nummeren.

Artikel 32

Het ontworpen artikel 113 bevat een autonome overgangsbepaling die niet ingevoegd lijkt te moeten worden in de gewijzigde tekst, omdat er anders terugwerkende kracht aan wordt verleend.

Op een vraag dienaangaande heeft de gemachtigde van de minister voorgesteld om de woorden “op datum van inwerkingtreding van dit besluit” te vervangen door de woorden “op de datum van inwerkingtreding van het besluit van XXX ‘tot wijziging van het Koninklijk besluit van 23 mei 2018 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding, ervaring en -bekwaamheid en inzake het psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende, uitvoerende of commerciële functie in een bewakingsonderneming, interne bewakingsdienst of opleidingsinstelling en de organisatie ervan”.

De voorliggende bepaling moet in die zin geherformuleerd worden.

Artikel 35

In de Franse tekst moeten de woorden “de la même loi” vervangen worden door de woorden “du même arrêté”.

Bijlage 2

De Franse versie van bijlage 2 moet ondertekend worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Patrick RONVAUX